

Hommage à Bigeard: «La gauche fait preuve de faiblesse»

PAR LÉNAÏG BREDOUX ET JOSEPH CONFAVREUX
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 21 NOVEMBRE 2012

Le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, accompagné de son ministre délégué aux anciens combattants, Kader Arif, a inauguré le 20 novembre à Fréjus, sur le site du Mémorial des guerres en Indochine, la stèle qui accueillera les cendres du général Marcel Bigeard. Une date qui n'est pas choisie au hasard, puisque, le 20 novembre 1953, est lancée « l'opération castor » qui vise à occuper la vallée de Diên Biên Phu au Viêtnam. L'éloge funèbre a été prononcé par l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing, dont Bigeard fut l'éphémère secrétaire d'État à la Défense.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Bigeard souhaitait que ses cendres soient dispersées au-dessus de Diên Biên Phu, où il avait combattu, auprès de ses camarades d'armes morts au combat. Après le refus des autorités vietnamiennes, le précédent ministre de la défense, Gérard Longuet, avait proposé à Nicolas Sarkozy de les transférer aux Invalides, avec les héros de la France. Mais une mobilisation citoyenne rappelant son rôle en Algérie et sa défense de la nécessité de la torture pendant cette

guerre – un « *mal nécessaire* » – avait contraint les autorités françaises à se reporter sur Fréjus, site jugé plus consensuel.



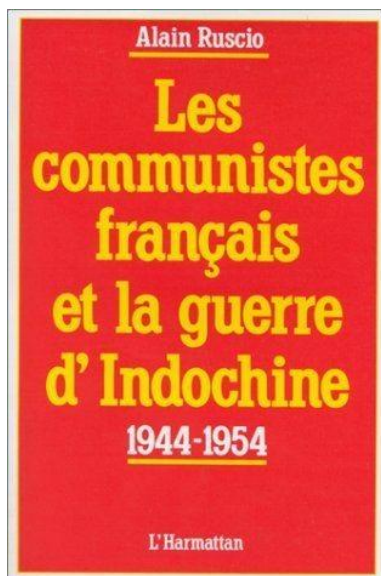
Jean-Yves Le Drian

L'État et un ministre issu des rangs d'un parti socialiste qui s'était opposé à la décision de Gérard Longuet, il y a seulement quelques mois, participent donc aujourd'hui à un hommage rendu à l'un des hommes incarnant la face la plus sombre de l'histoire coloniale française. Au cabinet de Le Drian, un proche de François Hollande, on justifie l'hommage officiel

rendu à Bigeard par « *la tradition et la continuité républicaine qui s'imposent à la fonction de ministre de la défense* ».



Pas sûr que cela suffise à éteindre la polémique dans un contexte où la question de la reconnaissance des crimes coloniaux de la France a enflammé la droite après la reconnaissance officielle du 17 octobre 1961 (**voir notre article**) et où l'hebdomadaire *Marianne* se demande dans son dernier numéro : « *De quoi la France doit-elle s'excuser ? Ce que l'Algérie aussi devrait reconnaître...* ».



L'historien Alain Ruscio, spécialiste de l'Indochine, a été très actif dans **la mobilisation citoyenne contre l'hommage officiel rendu à Bigeard**, pour que, comme il l'expliquait dans une tribune récente « à

nos enfants qui nous demandent : "Dis, papa, c'est quoi la différence entre la droite et la gauche?", nous n'ayons pas à répondre : "Eh bien, ma fille, la droite voulait mettre Bigeard aux Invalides, la gauche (gouvernementale !) s'est piteusement rabattue sur Fréjus" ».

Vous avez participé à la mobilisation contre le transfert des cendres du général Bigeard aux Invalides sous Nicolas Sarkozy, comment expliquez-vous qu'un gouvernement de gauche lui rende aujourd'hui un hommage national ?

S'il s'agissait d'un hommage rendu par sa famille et par les anciens d'Indochine, il serait légitime. Une famille peut pleurer un des siens, tout comme les anciens d'Indochine peuvent souhaiter que celui qui les a symbolisés repose parmi leurs morts. Mais il s'agit là d'une mise en scène, et d'une caution, républicaine et étatique. Une caution encore accentuée par le choix de Valéry Giscard d'Estaing pour prononcer l'éloge funèbre.

Bigeard est un homme qui a eu ses moments de courage physique et militaire, que personne ne nie : tous ceux qui ont combattu aux côtés de Bigeard disent que, contrairement à beaucoup d'officiers, il se trouvait au premier rang et prenait les mêmes risques que ses hommes. Même s'il a aussi su construire sa propre légende en écrivant plusieurs ouvrages autobiographiques. Je respecte ce courage-là, même si c'était pendant des guerres que je réprouve. Mais là où le bât blesse, c'est que nous savons, par recoupements et témoignages, que Bigeard a aussi une face sombre, qui s'est exercée aussi bien en Indochine qu'en Algérie.

Mais, au départ, c'est le ministre de la défense Jean-Yves Le Drian qui devait prononcer l'éloge funèbre de Bigeard. Le déléguer à Giscard d'Estaing, n'est-ce pas plutôt le signe d'une mise à distance que d'une plus grande « caution républicaine » ?

La présence de Le Drian engage l'État, et ce n'est pas le cas de celle de Valéry Giscard d'Estaing. Mais cette présence engage, ô combien, l'histoire coloniale de la France. Son père, Edmond, était en effet un homme du parti colonial, non seulement d'un point

de vue idéologique, puisqu'il a signé de nombreux articles dans la presse coloniale, mais aussi d'un point de vue économique. La thèse de Jean-Pierre Aumiphin a établi qu'il était administrateur de nombreuses sociétés coloniales et qu'il ne faisait pas que toucher des jetons de présence, mais investissait dans des plantations d'hévéa ou des mines d'exploitation.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Or, on sait aujourd'hui qu'en Indochine les fortunes coloniales se sont édifiées sur la sueur et le sang des indigènes. Dans un livre des années 1930, intitulé *Les Jauniers*, Paul Monet fait le parallèle direct avec les négriers. C'est en cela que la présence de Giscard vient mettre une touche supplémentaire, d'une valeur symbolique éclatante, à l'opération Bigeard, qui s'intègre elle-même dans une opération globale de réhabilitation des valeurs coloniales.

Vous voulez donc dire que la gauche au pouvoir contribue à réhabiliter les valeurs coloniales ?

La gauche fait, pour le moins, preuve d'une certaine faiblesse de réaction. Mais cela traverse toute son histoire. La gauche française a pratiquement toujours fait preuve soit de faiblesse, soit de capitulation face au colonialisme et aux affirmations fières et viriles du parti colonial.

Mais cela arrive juste après la reconnaissance officielle du 17 octobre 1961...

Effectivement, merci à Hollande d'avoir, pour la première fois, parlé des pratiques inacceptables du massacre du 17 octobre 1961. Même s'il n'a pas été jusqu'à affirmer qu'il s'agit d'un crime d'État. Mais admettons qu'il s'agit d'un premier pas. Ni Mitterrand, ni Chirac, ni Sarkozy n'avaient été jusque-là. Faisons-lui ce crédit.

Toutefois, je vois difficilement le déroulement du voyage de François Hollande à Alger le mois prochain, tiraillé entre sa reconnaissance du 17 octobre 1961 et l'exaltation de Bigeard par son ministre de la défense. C'est une méconnaissance de l'état de l'opinion en Algérie qui va avoir une réaction très négative face à cette opération Bigeard.

Cette contradiction entre l'hommage à Bigeard et la reconnaissance du 17 octobre symbolise-t-elle ce balancement permanent de la gauche face à l'histoire coloniale de la France ?

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Oui, je le crois. La gauche présidentielle est assez perméable aux criailleries du lobby pied-noir. Ces gens-là sont très actifs – comme le montre le dernier livre de Robert Ménard, *Vive l'Algérie française* – et ils accaparent la parole pied-noir. Ils conduisent les gouvernants à se dire que, s'ils donnent une petite satisfaction à la communauté d'origine maghrébine et à l'Algérie comme ils l'ont fait pour le 17 octobre 1961, il faut donner une satisfaction encore plus grande au lobby de réhabilitation du colonialisme. C'est un calcul politicard.

Les proches de Jean-Yves Le Drian justifient l'hommage rendu à Bigeard par la continuité de l'État que doit assumer tout ministre de la défense, quels que soient les gouvernements. Et estiment qu'il n'avait, finalement, pas le choix. Qu'en pensez-vous ?

Un des pères des grandes valeurs morales de la gauche française s'appelle Pierre Mendès France. Et il avait choisi pour slogan : « *Gouverner c'est choisir.* » Jean-Yves Le Drian a choisi d'accepter d'être aux côtés des anciens d'Indochine et donc d'avaliser le symbole que représente Bigeard. Or si la gauche veut honorer des militaires – ce serait légitime, je ne suis pas antimilitariste primaire –, qu'elle honore le général Leclerc ! Il avait ses contradictions, mais il avait compris, dès 1946, l'importance du nationalisme vietnamien. Il avait tiré la sonnette d'alarme mais il n'a pas été écouté par les politiques et les militaires.

Mais dans le cas de Bigeard, c'est sa famille qui est demandeuse d'un tel hommage...

Certes. Mais un gouvernement de gauche aurait dû avoir le courage de ne pas envoyer le ministre de la défense à cet hommage. Aucun représentant officiel de la France ne devrait y participer si on a la conviction – et moi je l'ai – que Bigeard a une face sombre... C'est une position difficile à tenir pour un homme

d'État et il y aurait eu, sans doute, une tempête. Mais il faut avoir le courage politique d'affronter ce genre de tempêtes.

L'autre argument de Jean-Yves Le Drian consiste à rappeler que la guerre d'Indochine n'a pas été de même nature que la guerre d'Algérie. D'où le choix de transférer les cendres de Bigeard au mémorial de Fréjus, consacré à la guerre d'Indochine, plutôt qu'aux Invalides, comme dans le projet du gouvernement précédent.

C'est vrai. La torture a été utilisée en Indochine mais massifiée en Algérie. Les corvées de bois ont existé en Indochine, mais elles ont été généralisées en Algérie. Il y a une différence d'échelle. Mais **le communiqué du ministère de la défense** n'évoque pas seulement le combattant de l'Indochine, il évoque « *le combattant perpétuel. Du stalag 12A, dont il s'évade après trois tentatives infructueuses, au maquis de l'Ariège ; des cuvettes de Ban Som et de Diên Biên Phu en Indochine aux djebels algériens ; de Madagascar au Sénégal* ».

L'hommage couvrira donc tous ces aspects. D'autant que si le nom de Bigeard est attaché à l'Indochine pour les gens les plus cultivés historiquement, pour la majorité de la population, Bigeard, c'est l'Algérie.

Jusqu'à quel point la guerre d'Indochine a-t-elle été différente des autres guerres coloniales ? Elle a aussi été perçue d'abord comme une guerre contre les Japonais, et donc le fascisme, puis une guerre bloc de l'ouest contre bloc communiste...

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

La guerre d'Indochine a en effet été une guerre aux facettes multiples. Elle est, au début, une guerre contre les Japonais, alliés des nazis, qui occupent le territoire. Mais la dimension coloniale de cette guerre existe dès le départ. Si l'on prête attention à la chronologie, on s'aperçoit que la face anticomuniste de la guerre d'Indochine apparaît surtout avec la victoire de la révolution chinoise en 1949.

Entre 1946 et 1949, il s'est écoulé plus de trois ans pendant lesquels les maquis vietnamiens sont très isolés face à l'armée française. En France, il y avait alors peu de protestations, y compris chez les

communistes français. Ce n'est qu'après la première bataille spectaculaire, à l'automne 1950, que cela change.

Mais il est vrai que la guerre d'Indochine, dans la mémoire collective, n'est pas seulement une guerre coloniale, mais aussi une guerre bloc contre bloc, associée à la guerre de Corée, qui lui est contemporaine, comme au blocus de Berlin.

Mais, du coup, est-ce vraiment choquant d'honorer Bigeard en tant que combattant de la guerre d'Indochine, si elle n'a pas été seulement une guerre coloniale ?

Je rappelle quand même que François Mitterrand a été le premier chef d'État français invité officiellement au Vietnam en 1993, et qu'il y a, alors, qualifié la guerre d'Indochine d'« *erreur* ». Oui, elle a été une erreur, du point de vue de la lutte du peuple vietnamien pour son indépendance, comme pour la France. Qui pourrait, aujourd'hui, justifier cette guerre menée par la France, pendant sept ans, à 12 000 km de son territoire ?

Ce n'était même plus pour ses intérêts économiques, parce que le coût de la guerre était extrême et d'ailleurs en grande partie pris en charge par les États-Unis. Il s'agissait d'une guerre coloniale prise dans une stratégie de refoulement du communiste. Donc, même si on ne prenait que la phase vietnamienne de la carrière de Bigeard, elle était déjà au service d'une mauvaise cause.

Quel a été le comportement de Bigeard en Indochine ?

Les historiens sont beaucoup plus mal à l'aise pour parler de son rôle en Indochine qu'en Algérie. Un policier au cours d'une enquête ne condamne jamais un suspect sur un seul témoignage. Or celui du général Massu sur la torture en Indochine, reconnue par Bigeard, est quasiment le seul que l'on ait. Mais il le dit deux fois, une fois dans *Le Monde*, en 2000, une fois à France Culture, au micro de Patrice Gélinet. Dans *Le Monde*, il dit : « *Quand je suis arrivé en Algérie en 1955, je me souviens de l'avoir vu (Bigeard) en train d'interroger un malheureux avec la gégène (...). Je lui*

ai dit : “Mais qu’est-ce que vous faites là ?” Il m’a répondu : “On faisait déjà cela en Indochine, on ne va pas s’arrêter ici !” »

Si l’on excepte Bigeard, on a par ailleurs beaucoup de témoignages sur la pratique de la torture en Indochine. Le général de Bollardièrre l’a vue, et interdite sur la zone qu’il commandait, même s’il ne l’a pas jugée répandue au point de demander à être relevé de son commandement, comme il le fera en Algérie, après avoir constaté son étendue.

Un journaliste de *Témoignage chrétien* l’a également constatée, ce qui a provoqué des interpellations à la chambre des députés en France. L’officier supérieur qu’était alors l’écrivain Jules Roy a aussi parlé, dans ses mémoires, des « *files de Nha Que devant les tables, où les spécialistes leur brisaient les couilles à la magneto* ». Les polémiques sur la torture lors de la guerre d’Indochine ont été moins vives que pendant la guerre d’Algérie, mais elles ont existé !

Entre l’Indochine et l’Algérie, en dehors de la différence d’échelle, existe-t-il une différence d’usage de la torture ? En Algérie, la torture est un instrument de la propagande de terreur. Est-ce également le cas en Indochine ?

Je pense qu’il y a une différence d’échelle, qui frise la différence de nature. On sait, aujourd’hui, que le premier argument d’une section de l’armée qui arrivait dans un village en Algérie était la torture. Elle a été institutionnalisée avec une volonté de terroriser la population. En Indochine, il y a eu des exécutions sommaires, une pratique de la torture contre des cadres, des militants, et également contre des gens qui n’avaient rien à voir avec le Vietminh, mais qui étaient suspectés. Mais ce n’était pas systématique.

On sait toutefois que la presse d’opposition a employé le mot « *corvée de bois* », qui n’est pas né avec la guerre d’Algérie, et a évoqué des exécutions d’otages. Il y a aussi eu des pratiques de terreur contre la population civile et des villages ont été brûlés. Mais on ne peut pas dire que, toujours et partout, l’armée française torturait les « *niakoués* ». Certains militaires

ont traversé la guerre d’Indochine sans voir la torture. En Algérie, une minorité a pratiqué, une grosse minorité a vu ou entendu et l’immense majorité a su.

Dans cet hommage à Bigeard se noue un autre paradoxe des relations entre le militaire et le politique, particulièrement flagrant dans des guerres coloniales où les deux dimensions allaient de pair. D’un côté, on célèbre le courage d’un homme, qui se produit dans le contexte d’une déroute militaire : la bataille de Diên Biên Phu. De l’autre, on peut se demander si le pouvoir politique aujourd’hui ne se sent pas contraint d’honorer les conséquences des erreurs du pouvoir politique d’hier sur la stratégie à suivre en Indochine ?

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Ce qui est certain, c’est que les premiers responsables de la guerre d’Indochine et de la défaite de Diên Biên Phu sont politiques. Ce sont Georges Bidault, du MRP, et Marius Moutet, ministre socialiste, avec la passivité des ministres communistes, qui l’ont déclenchée. Dans son *Journal*, Vincent Auriol raconte que, quand il reçoit à l’Élysée des militaires, notamment De Lattre de Tassigny, tous lui disent que cette guerre est perdue.

Le courage politique aurait été de l’admettre, et la défaite des militaires est donc d’abord liée à des décisions politiques. Mais il ne faut pas exonérer les erreurs stratégiques des militaires. Diên Biên Phu a été un choix fait par les militaires français, avec le feu vert des Américains qui payaient la guerre. À l’époque, peu de voix se sont élevées pour protester.

Par ailleurs, il ne faut pas dévier le vrai problème. Les signataires de **l’appel contre l’hommage officiel à Bigard** n’ont pas demandé qu’aucun ministre ne se rende à Fréjus, au mémorial consacré à honorer la mémoire des morts de la guerre d’Indochine.

Si le ministre de la défense décidait d’aller à Fréjus, le 7 mai, pour rendre hommage aux morts de Diên Biên Phu, personne ne le lui reprocherait. À moins d’être antimilitariste au ras des pâquerettes, et il faudrait alors aussi boycotter le 19 mars pour l’Algérie ou le 11 novembre ! Le problème est cette opération Bigeard, pas l’hommage à tous les militaires morts en Indochine.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 1 538 587,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 538 587,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.